

L'école en mode décentralisée sous occupation au Mali : une analyse des fractures pédagogiques

A l'instar des pays de l'OCDE, le Mali a adopté une politique de décentralisation de l'éducation à partir de 2003, tournant le dos au règne de l'omnipotence de l'Etat en matière d'éducation. Le modèle malien correspond à ce que Nathalie Mons (2006) dans son article : « Gouvernance locale et performances des élèves : Que nous enseignent les comparaisons internationales ? » a appelé le « modèle de collaboration ». Dans ce modèle, l'Etat loin de s'effacer : « continue de maîtriser la régulation du système par des cadres procéduraux nationaux très contraignants (définition d'un cadre national pour les programmes scolaires, pour les conditions d'embauche, de service et les salaires des enseignants...) » (Mons, 2006 : 124) Les collectivités locales et les établissements scolaires deviennent des lieux de mise en œuvre des actes de la décentralisation à travers les tâches qui sont les siennes (programmes scolaires, recrutement des enseignants, financement...). Toutefois, l'Etat reste aux aguets par le simple fait qu'il devient le garant de l'uniformité de l'enseignement aux côtés des autres acteurs auxquels sont confiés des compétences déterminées. Ces positions soutenues par Traoré (2011) dépendent essentiellement du contexte même national. Il est logique de constater qu'avec l'occupation des régions du Nord du Mali, le pouvoir jihadiste par son contrôle de l'institution scolaire a donné à celle-ci une reconfiguration. C'est dire que la politique de décentralisation prend une facette autre que celle définie par l'Etat quand le contexte change. Nous analyserons ce changement à partir surtout des dispositifs pédagogiques car il y a bien fractures à ce niveau quand il y a rupture entre l'institutionnel et la réalité du terrain. Une autre dimension de cette fracture plus visible dans les classes a été l'application de nouvelles mesures qui vont à l'encontre de la laïcité des écoles. Il s'ensuit aussi des dispositions intermédiaires pour faire face à l'urgence et une absence des enseignants, source de blocage de l'institution scolaire. Dans l'ensemble, l'état des lieux montre que les cours ont été dispensés de la même manière que la période anté-crise. Toutefois, des perturbations constantes des jihadistes même dans les salles de classes en vue essentiellement de démotiver les filles à venir à l'école sont signalées. La participation des apprenants aux cours étaient très timides à cause de la peur et des « sanctions jihadistes ». La destruction des équipements et outils pédagogiques, l'arrêt brusque de la couverture pédagogique sont à signaler à Tessit. Un comité de crise fut constitué à Tombouctou pour veiller sur l'école pour la formation des apprenants, il entra en conflit avec les jihadistes mais parvint à organiser les examens de fin d'année. A Tessit, l'école fut fermée pas longtemps et la reconquête des régions du Nord n'a guère contribué à sa « restauration ». La suite des études jusqu'en juin 2015 a été caractérisée par des abandons massifs, un second cycle¹ qui fonctionne à présent avec un seul enseignant. Les élèves en classe d'examen sont échouent faute d'enseignants.

La présente communication s'inscrit dans l'axe 4 du colloque prend sa source dans un article en cours d'élaboration. Cet article se propose pour objectifs :

- D'analyser la situation de l'école à Tombouctou et à Tessit (Gao) pendant l'occupation des régions du Nord du Mali.

¹ - Au Mali, le second cycle correspond au collège.

- D'analyser les conséquences de « l'école sous occupation » sur les examens du DEF au Groupe Scolaire BAHADOU et de Tessit.

Les deux communes choisies : Tessit et Tombouctou regorgent des écoles publiques, communautaires, des Centres d'Education pour le Développement et des Medersas. Elles présentent une cartographie identitaire du point de vue des difficultés :

- une faillite au niveau des infrastructures
- une pénurie en équipements en matériels didactiques et en mobiliers scolaires,
- une faible fréquentation des filles à l'école,
- les enseignants pour une large majorité n'ont la qualification requise.

Dans notre démarche, nous sommes parti d'une série d'investigations de terrain menée sur les violations des droits de l'homme liés à la sécurité à Tombouctou, Mopti et de l'accès transfrontalier aux services sociaux de base. Les deux enquêtes nous ont permis de passer deux semaines au niveau de chaque terrain. La première enquête a été commanditée par ARGAS²- Mali et la deuxième par ANDAL³ Mali sur l'accès transfrontalier à l'éducation entre le Mali, le Niger, le Burkina Faso.

Le présent travail a été possible grâce à nos échanges avec vingt acteurs de l'école dans chaque commune et essentiellement au niveau de deux écoles publiques fondamentales : celle de Tessit et l'école Bahadou de la ville de Tombouctou. La collecte des informations a été faite grâce à l'approche qualitative. Elle s'est appuyée essentiellement sur l'utilisation d'outils et approches de collecte comme les fiches d'expériences, les entretiens individuels et des focus group.

Ainsi, notre optique de démarche s'inscrit bien dans une logique de domestication du sous-jacent. En effet parti en déplacement pour collecter des informations sur des questions consacrées à d'autres domaines, nous profitons des longs séjours accordés pour explorer la thématique de la décentralisation de l'éducation. Dans ce schéma, nous partions donc d'un processus d'imprégnation vers une saisine du sous-jacent.

Notre plan de communication s'articulera autour des points suivants :

- La méthodologie de recherche : Réaliser une étude synchronique dans deux zones frappées par la crise à travers un processus d'imprégnation
- Une brève présentation des milieux
- L'école : entre imposition et résistance
- Une gestion de l'école hors des limites territoriales
- Une gestion difficile des séquelles

Mots clés : école, décentralisation, école sous occupation, jihadiste, examens, enseignant unique.

² - Alliance pour Refonder Gouvernance en Afrique.

³ - C'est un laboratoire de recherche. L'expression signifie la connaissance dans la langue peulh.